Belgeo

Revue belge de géographie

2 | 2018

Patrimoine, environnement et développement : sens et contresens pour l'espace rural en Afrique

Développement et préservation des ressources naturelles, de la requalification à la valorisation du patrimoine : le cas de la réserve forestière d'Anjà à Madagascar

Development and preservation of natural resources, from requalification to valorization of a heritage: the case of the forest reserve of Anjà in Madagascar

Narindra Hajatiana Rakotoarijaona

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/belgeo/26016>

DOI : 10.4000/belgeo.26016

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Narindra Hajatiana Rakotoarijaona, « Développement et préservation des ressources naturelles, de la requalification à la valorisation du patrimoine : le cas de la réserve forestière d'Anjà à Madagascar », *Belgeo* [En ligne], 2 | 2018, mis en ligne le 08 août 2018, consulté le 08 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/26016> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.26016>

Ce document a été généré automatiquement le 8 février 2023.

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Développement et préservation des ressources naturelles, de la requalification à la valorisation du patrimoine : le cas de la réserve forestière d'Anjà à Madagascar

Development and preservation of natural resources, from requalification to valorization of a heritage: the case of the forest reserve of Anjà in Madagascar

Narindra Hajatiana Rakotoarijaona

Nous remercions chaleureusement la professeure Fabienne Leloup (Université catholique de Louvain) pour ses remarques constructives et ses précieux conseils ainsi que le professeur Bruno Ramamonjisoa (Université d'Antananarivo) pour ses orientations et les différentes informations qu'il nous a communiquées lors de la rédaction de cet article.

Introduction

- 1 L'articulation des objectifs de développement et de durabilité constitue un enjeu contemporain de la gestion des ressources naturelles. Dans les années 1970, après plusieurs années de mise en œuvre d'un modèle de développement où dominait l'exploitation des ressources dans un objectif de croissance, l'importance des déséquilibres et des problèmes environnementaux ont mis en lumière la nécessité d'un rapprochement de ces deux objectifs initialement considérés comme antinomiques.
- 2 Le premier modèle d'exploitation des ressources naturelles s'inscrit dans l'approche de l'économie classique et considère les ressources comme de simples facteurs de production (Peyrache-Gadeau, 2007) à exploiter de manière efficiente pour l'amélioration du rendement et de la productivité (Peyrache-Gadeau *et al.*, 2004, p. 71).

- 3 En rupture avec cette première approche, des modèles alternatifs, dont ceux reposant sur la spécificité territoriale, ont été développés (Landel *et al.*, 2009 ; Peyrache-Gadeau, 2007). Nous nous attacherons plus particulièrement au modèle s'inscrivant dans l'approche de l'Ecole de l'économie territoriale qui considère la composante économique comme un facteur du territoire parmi d'autres, au même titre que les aspects sociaux, culturels, ou environnementaux (Mao *et al.*, 2009). Dans ce cas, la ressource n'existe pas comme un stock limité dans un espace donné, elle résulte de l'intentionnalité des acteurs, d'une construction sociale dynamique et d'un processus d'apprentissage s'inscrivant dans un temps long qui aboutit à l'établissement de règles tacites ou non (Campagne *et al.*, 2014 ; Colletis *et al.*, 2005 ; Gumuchian *et al.*, 2007).
- 4 La patrimonialisation, une application de ce modèle alternatif reposant sur la spécificité, permet de combiner les deux objectifs de développement et de durabilité de la ressource, naturelle et/ou socio-culturelle ; cette proposition a été théorisée par plusieurs auteurs dont Pecqueur (2007), Gumuchian (2007) ou Landel (2009).
- 5 Diverses expériences locales, dont celle d'Anjà, un *fokontany*¹ de la commune rurale d'Iarintsena à Madagascar, tentent de combiner ces deux objectifs. Mettant en œuvre des solutions locales, les acteurs de ce *fokontany* ont favorisé la conservation de la biodiversité en luttant contre les activités destructrices de la forêt, et ont contribué au développement du *fokontany* en promouvant, en parallèle, des activités productrices de revenu pour la population locale. « L'exemplarité » de sa manière de gérer les ressources naturelles combinant des objectifs de durabilité environnementale et des objectifs économiques et sociaux a été récompensée par l'obtention de la troisième place du prix Equateur organisé par le PNUD en 2012. Ce prix reconnaît « les efforts remarquables des groupes locaux et autochtones pour améliorer les opportunités économiques et le bien-être de leurs communautés à travers la conservation de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles »².
- 6 A partir d'une approche de type territorial, notre proposition interroge le processus de gestion des ressources naturelles mis en œuvre par les acteurs de ce *fokontany* pour combiner objectifs de durabilité et objectifs environnementaux, économiques et sociaux au niveau local.
- 7 Deux hypothèses sont formulées. La première concerne l'existence d'une intentionnalité de la part des acteurs locaux interagissant avec d'autres types d'acteurs, notamment publics, afin de transformer la nature des ressources naturelles d'Anjà et de proposer un ensemble d'actif spécifique au *fokontany* qui repose sur un patrimoine naturel et socio-culturel. La deuxième hypothèse porte sur l'existence d'un processus de gouvernance locale et d'une dynamique propre des acteurs locaux pour exploiter, valoriser et protéger cet actif.
- 8 Pour vérifier ces hypothèses, l'article se base sur l'analyse de données qualitatives portant sur le processus de gestion de la forêt d'Anjà et sur ses impacts sur le développement local et la préservation des ressources naturelles. Il ne s'agit pas de proposer une évaluation de ses résultats, de sa réussite ou de ses échecs, mais d'analyser les représentations qu'ont les acteurs locaux de ses effets. Ces données ont été collectées à partir d'observations³, d'entretiens⁴ et d'une revue documentaire (étude de terrain réalisée à Anjà entre mars et juin 2017).
- 9 Après une présentation d'Anjà et de ses particularités, en le situant dans le contexte malgache, est présenté le cadre théorique qui soutient l'analyse et qui s'inscrit dans

l'approche de l'économie territoriale sur les étapes du passage de l'émergence à l'exploitation du patrimoine. L'analyse de la transformation de la fonction de la forêt d'Anjà ainsi que de ses dynamiques de valorisation et de préservation est enfin développée avant quelques éléments de conclusion.

Les particularités du cas étudié : de Madagascar à Anjà

- 10 Madagascar est un pays caractérisé par un taux de pauvreté de la population estimé à près de 90 % en 2016⁵, le classant parmi les plus pauvres au monde, et par un contexte politique problématique marqué par des crises socio-politiques récurrentes (1972, 1992, 2002, 2009)⁶. Par ailleurs, il est également réputé pour la richesse de sa biodiversité et de ses ressources naturelles, caractérisée par un taux élevé d'endémicité de sa faune et de sa flore⁷ (Carret *et al.*, 2010) le classant parmi les *hot-spot* de la biodiversité mondiale (Myers *et al.*, 2000).
- 11 La gestion du capital naturel, considéré par les gouvernants, royautes, pouvoirs publics, coloniaux puis nationaux, comme « devant » être protégé et « devant » constituer une ressource pour le développement du pays, fait l'objet d'une politique environnementale depuis le XIX^{ème} siècle. A partir des années 1990, cette politique environnementale associe explicitement développement et conservation et vise la participation de la population locale dans la gestion des ressources naturelles locales⁸ afin que la conservation des ressources naturelles ne nuise pas à son développement et inversement.
- 12 Le transfert de gestion ou la gestion communautaire constitue l'instrument d'action publique locale⁹ qui matérialise cette volonté publique malgache d'adopter une approche *bottom-up* de gestion des ressources naturelles. Développé depuis 1996 pour pallier les échecs du modèle précédent de gestion centralisatrice, il s'inscrit dans la logique d'allier « intérêts des populations et impératifs de protection » (Froger *et al.*, 2009, p. 54) ; il repose sur l'idée que la communauté locale dispose de ressources qui lui sont propres, notamment en matière de connaissances de son écosystème (Pollini *et al.*, 2014), et qu'elle est « susceptible d'agir collectivement » (Aknin *et al.*, 2002, p. 7) pour gérer les ressources de son terroir. L'acteur public exerce alors un rôle de contrôle et de suivi et confie à la communauté locale la gestion de ses ressources (Ministère de la justice, 1996), en adoptant une approche régionale (Montagne *et al.*, 2006) dans un objectif de responsabilisation accrue de la population (Bertrand *et al.*, 2009).
- 13 Une des particularités d'Anjà – ce qui sera développé *infra* – réside dans la capacité des acteurs locaux à légitimer leurs pratiques *a posteriori* à travers l'utilisation de ce transfert de gestion et à s'inscrire ainsi dans la politique publique environnementale malgache. Anjà est un *fokontany* de la commune rurale d'Iarintsena qui dispose d'une superficie de 410 km² (Commune rurale Iarintsena, 2015) et qui est située sur la route nationale n° 7, dans le district d'Ambalavao de la région Matsiatra Ambony, au sud-est de Madagascar à environ 500 km de la capitale (cf. figures 1 et 2).

Figure 1. Localisation de la commune rurale d'Iarintsena.

L'ovale représente la localisation de la commune rurale.

Source : <http://syaf.fr/> (consulté le 07 mars 2018)

Figure 2. Présentation de la commune rurale d'Iarintsena.

Source : Projet SIRSA, 2006

- 14 Formé de six villages – Mahavelo, Manindrano, Ambahiboho, Farihilava, Anara I et Ampità – le *fokontany* d'Anjà compte 3036 habitants (Commune rurale Iarintsena, 2015) composés majoritairement de Betsileo, avec une minorité d'Antandroy et de Tanala. Il est riche en ressources naturelles et dispose notamment de plus de 27 ha de forêts (DREF *et al.*, 2009), dont 23 ha de forêts naturelles et 4 ha de forêts plantées¹⁰ avec une faune (lemur catta, chamaeleo spp, acantophis madagascariensis dumerilli, corvus albus, foudia madagascariensis, etc.) et une flore variées (aloe vera, angraecum sonorium, saldina probascidea, etc.) (Ministère de l'environnement des eaux et forêts, 2006)¹¹.
- 15 Suivant la tendance générale au niveau de la commune d'Iarintsena, l'élevage – principalement de zébus, de porcs et de volailles – et l'agriculture – principalement la culture du riz, du manioc, du maïs, des pois de bambara et de l'arachide – constituent les principales activités économiques des habitants du *fokontany*¹². Les pratiques traditionnelles agricoles et pastorales utilisaient des feux de brousse pour l'agriculture sur brûlis ainsi que pour le broutage des bœufs, ce qui constitue les principales menaces pour les forêts. Les autres activités génératrices de revenu des ménages sont composées du salariat agricole, du tourisme et de l'artisanat, dont notamment la production de papier *Antemoro* et le tissage des écharpes ou *lamba* en soie.

De l'émergence à l'exploitation du patrimoine

La spécificité du patrimoine

- 16 Trois principales approches ont été définies par Landel et Senil pour définir le patrimoine : une approche juridique, relative aux actifs ou au capital d'un individu, une approche possédant une dimension collective renvoyant à un patrimoine commun dont le titulaire est le responsable mais non le propriétaire, et une approche territoriale. Cette troisième approche est ici retenue, elle considère le patrimoine « comme moteur de constructions et de développement territorial » (Landel *et al.*, 2009, p. 4). Le patrimoine reçoit alors le statut de ressource (Colletis *et al.*, 2005 ; François *et al.* ; 2006, Gumuchian *et al.*, 2007).
- 17 Colletis et Pecqueur (1993 et 2005) proposent deux visions complémentaires de la ressource. La première vision qualifie la ressource de générique : celle-ci recouvre l'ensemble des facteurs traditionnels de production d'un espace – terre, capital, travail, etc. – sur lesquels les agents effectuent un calcul d'optimisation de la production pour la localisation des activités économiques. C'est un facteur neutre de production, un intrant comme un autre. La seconde vision, qualifiant la ressource de spécifique considère que la ressource recouvre l'ensemble des facteurs ancrés dans un territoire et résulte d'une construction d'acteurs dont « la valeur ou la production est liée à un usage particulier » (Campagne *et al.*, 2014, p. 131).
- 18 Distinct des ressources génériques, le patrimoine est une ressource spécifique n'existant qu'à l'état virtuel et ne pouvant être ni transférable, ni reproductible ni substituable (Campagne *et al.*, 2014 ; Colletis *et al.*, 1993, 2005 ; Gumuchian *et al.*, 2007). S'inscrivant dans l'histoire d'une collectivité, le patrimoine résulte d'un processus d'interactions volontaire entre les acteurs locaux et de construction d'une ressource sur la base de composante matérielle – faune, flores, etc. – et immatérielle ou idéelle – valeurs, culture, histoire, etc. – l'ancrant dans une société et/ou un territoire donné(s).

Au-delà d'une simple valeur marchande, le patrimoine est alors porteur d'une valeur, d'une histoire et/ou d'une représentation que les acteurs lui attribuent. En tant que ressource spécifique, le patrimoine constitue un fondement de la différenciation du territoire et naît « d'un sentiment d'appartenance à un lieu ou à un métier, (à) la culture de production locale » (Campagne *et al.*, 2014, p. 133). Il résulte ainsi d'une construction sociale dont la valeur est moins liée au statut intrinsèque de son objet qu'à ses valeurs extrinsèques ou subjectives et au processus qui l'a mis en place (François *et al.*, 2006).

De la révélation à la valorisation du patrimoine

- 19 Le patrimoine, comme ressource spécifique du territoire, n'existe pas *a priori*. Il n'est considéré comme une réelle richesse qu'après un processus de transformation mis en œuvre par les acteurs pour faire passer la ressource d'un état initial, latent ou potentiel, à un actif valorisé sur le marché (Glon *et al.*, 2006).
- 20 Dans un premier temps, le patrimoine nécessite un processus de révélation, de spécification ou de requalification consistant en une mutation de fonction d'une ressource, basée sur une émergence et une connaissance partagée des acteurs (Colletis *et al.*, 1993, 2005 ; Gumuchian *et al.*, 2007). Il en appelle à une « réappropriation de la ressource par une société locale et son intégration dans un projet local » (Peyrache-Gadeau *et al.*, 2004, p. 75) à partir d'une construction collective de valeurs relatives à la culture et/ou l'histoire. Ce processus, qualifié d'appropriation collective de la ressource par les acteurs, peut aussi bien être consensuel que conflictuel (François, 2008).
- 21 S'il est proposé comme unique sur le marché, ce produit spécifique au territoire voit sa valorisation rendue plus avantageuse pour les acteurs du territoire comparativement à celle d'un produit générique (Campagne *et al.*, 2014 ; Colletis *et al.*, 1993, 2005). C'est cette mise sur le marché d'un produit ou d'un service qui correspond à l'activation ou la valorisation de la ressource. Dans le cas du patrimoine, le tourisme peut être vu comme une exploitation exogène ou comme un support de cette activation. Dans ce dernier cas, la pérennité de l'activité touristique s'appuie sur la préservation et la sauvegarde de l'identité et des atouts locaux – traditions, cultures, coutumes, etc. – ainsi que des ressources qu'il mobilise, dont potentiellement les ressources naturelles (François *et al.*, 2006 ; François, 2008). Cette voie constitue un type de modèle économique alternatif fondé sur l'authenticité et « non susceptible d'être remis en cause par la mobilité des facteurs » (Campagne *et al.*, 2014, p. 128) ; en outre, en plus de produire des ressources à la population locale dans l'ensemble du territoire, ce modèle permet la sauvegarde et le renforcement de la spécificité de leurs ressources (François, 2008 ; Peyrache-Gadeau *et al.*, 2004).
- 22 Considérer le patrimoine comme un actif territorial amène à s'intéresser plus largement à la dynamique locale dans laquelle il s'insère et plus particulièrement au mode d'organisation locale qui a participé et qui participe à sa révélation et à sa valorisation. La production et la commercialisation des produits spécifiques, dont le patrimoine, supposent en effet des dynamiques endogènes, un nouveau mode de coordination entre des acteurs plus variés, privés, publics et associatifs, pour l'atteinte de buts discutés et définis collectivement (Campagne *et al.*, 2014 ; Lascombes *et al.*, 2007 ; Leloup *et al.*, 2005), soit une gouvernance au niveau local. La notion de gouvernance suppose que les acteurs publics ne sont plus les seuls intervenants d'un territoire donné

et que des règles acceptées et légitimées émergent des relations – de collaboration ou non – des différents types d'acteurs présents sur le territoire (Leloup *et al.*, 2005, 2014).

Le cas d'Anjà

La requalification de la ressource : d'habitat à zone agricole à réserve forestière

- 23 Selon les histoires transmises de génération en génération, la forêt d'Anjà existe depuis toujours¹³. Sa fonction a évolué au fil des années.
- 24 Pendant la royauté¹⁴, les acteurs locaux lui octroyaient une fonction nourricière et de protection contre les ennemis. En effet, d'après deux aînés du *fokontany*, les rois, notamment Ramitsiria et Raombinanahary, qui l'a rejoint à la mort de son père, ainsi que leurs sujets habitaient dans des grottes situées dans cette forêt pour se protéger des envahisseurs qui cherchaient à capturer des hommes pour en faire des esclaves. Pendant cette période, la population vivait essentiellement des produits forestiers et commençait à y pratiquer des activités agricoles et pastorales. Par ailleurs, la forêt servait aussi (et sert jusqu'à aujourd'hui) de lieu de sépulture pour les rois et leurs descendants, ainsi que pour leurs sujets. Elle comprend une zone sacrée où étaient effectués les rites avant l'enterrement des rois et est également un lieu de cueillette des plantes nécessaires pour l'accomplissement de certaines traditions (telles que les rites de passage de l'enfance à la maturité pour les garçons).
- 25 Pendant la période coloniale et postcoloniale, les activités agricoles, initiées pendant la royauté, se sont intensifiées. Alors que la population habitait désormais dans des villages à l'extérieur de la zone forestière, la forêt, mise à part dans la zone sacrée, servait de ressources en bois, en terres pour des cultures diverses, telles que le maïs, les bananes, les patates douces ou le manioc, ainsi que de zone pastorale pour leurs bétails.
- 26 Les menaces produites par ces activités ont été constatées au début des années 1990.
- 27 L'idée de transformer la fonction agricole de la ressource en réserve écotouristique, telle qu'elle existe aujourd'hui, est apparue dans ce contexte de risque. A cette époque, diverses raisons ont amené cinq « pionniers » à manifester la nécessité de préserver et de valoriser la forêt autrement. Il s'agit de quatre natifs du village, qui appartiennent aux quatre grandes familles (Marofotsy, Tsivahiny, Manintsambo et Mpanefy) formées par les habitants de la forêt pendant la période de la royauté et d'un guide touristique.
- 28 La première raison invoquée est d'ordre socio-culturel : elle vise la préservation des vestiges culturels et de l'histoire laissés par les ancêtres de la population d'Anjà dans la forêt. En effet, selon un de ces pionniers « les grands-parents de la population actuelle d'Anjà sont issus de cette forêt qui constitue leur racine et qu'ils doivent de ce fait protéger ».
- 29 La deuxième raison est d'ordre environnemental, elle concerne la réhabilitation de la forêt pour sauvegarder les espèces animales et végétales qui existent et pour pallier les problèmes d'érosion du sol et de tarissement des sources d'eau que les acteurs locaux ont ressenti dans le village à cause de sa détérioration.
- 30 La troisième raison, économique, repose sur le souci de développer des activités touristiques incluant en plus de la visite de la faune et de la flore d'Anjà celle des vestiges culturels et des endroits sacrés. Les villageois se sont rendu compte de la

possibilité de tirer des revenus de type touristique dans la forêt d'Anjà parce que certains étrangers venaient visiter les périphéries du parc, pour admirer sa faune et sa flore, avant même qu'il n'y ait de réelle organisation locale pour les accueillir et les guider¹⁵.

- 31 La révélation des cinq pionniers quant à la nécessité de préserver et de valoriser autrement la forêt d'Anjà a été la première étape dans la mutation de sa fonction. Toutefois, son effectivité a dépendu également de l'adhésion des autres acteurs, notamment de la population locale, dont les agriculteurs, et des acteurs publics.
- 32 Les cinq pionniers ont dès lors incité la population locale à rejoindre leur mouvement et ont créé en 1999 avec une vingtaine de membres, tous natifs du village, l'association ZAMITIA ou *Zanak'Anjà Miaro ny Tontolo Iainana* (signifiant littéralement « les enfants d'Anjà protégeant l'environnement »). ZAMITIA avait pour objectif de protéger les ressources naturelles renouvelables (forêt, eau, faunes sauvages, flore, poissons, etc.) pour empêcher notamment leur extinction et le tarissement des sources d'eau, conserver le patrimoine traditionnel dans la forêt (*vakoka netin-drazana*), remettre en état la forêt grâce à des reboisements obligatoires pour tous les membres, construire des circuits pour attirer les touristes et créer des revenus pour l'association afin qu'elle puisse participer activement au développement du *fokontany* à travers notamment la construction de barrages, d'écoles, d'hôpitaux, etc. (ZAMITIA, 1999). C'est à partir de cette période que la forêt d'Anjà est devenue progressivement une réserve écotouristique. La stratégie adoptée par ZAMITIA pour convaincre les villageois d'arrêter les activités agricoles dans la forêt, a été de souligner la perte culturelle et patrimoniale qu'entraînaient leurs activités, ainsi que la réalisation d'actions sociales ayant une logique de redistribution des revenus issus du tourisme. A titre d'exemple, ZAMITIA a construit un bâtiment pour renforcer les infrastructures de l'école primaire publique Anara I en 2000¹⁶.
- 33 En 2000, un conflit oppose ZAMITIA à une association d'habitants d'un *fokontany* voisin qui avait demandé à la Direction Régionale des Eaux et Forêts (DREF) la gestion de la réserve pour tirer profit des revenus issus de ses activités touristiques ; ce conflit a participé au renforcement de l'adhésion de la population locale, à la perception d'appartenance à un même groupe¹⁷.
- 34 Par ailleurs, ce conflit a abouti à la reconnaissance par l'Etat des droits de la population locale sur la gestion de la forêt d'Anjà ainsi que de la vision portée par ZAMITIA visant sa préservation et sa valorisation par des activités touristiques. S'appuyant sur leur ancrage territorial, c'est en effet lors de ce conflit que ZAMITIA, devenu COBA (Communauté de Base) AMI ou *Anjà Mlray* (signifiant littéralement Anjà solidaire), composé d'une centaine de membres faisant exclusivement partie de la population locale, a demandé à l'Etat de bénéficier d'un processus de gestion communautaire pour gérer les ressources naturelles d'Anjà. La gestion de ces ressources naturelles d'une superficie de 43 ha (incluant la forêt de 27 ha, une zone d'occupation contrôlée de 5,5 ha, une zone de pâturage pour les zébus de 6 ha, une zone ayant été habitée avant le transfert de gestion de 1 ha et un lac de 3,5 ha), lui a alors été transférée par l'Etat pour une période de trois ans.
- 35 Le croquis, élaboré en 2001, du schéma d'aménagement de ce transfert de gestion est disponible en Annexe 2. En bénéficiant de ce transfert de gestion la COBA AMI a inscrit les objectifs et les pratiques des acteurs locaux d'Anjà dans la politique environnementale malgache. Cette inscription dans la mise en œuvre de la politique

environnementale malgache légitime leurs droits sur la gestion de la forêt d'Anjà auprès de tout autre acteur, notamment ceux des villages voisins.

- 36 Dans la continuité des objectifs de l'association ZAMITIA, la gestion de la réserve forestière par la COBA AMI inclut notamment la préservation et la réhabilitation du patrimoine traditionnel et des ressources naturelles renouvelables dans un objectif de transmission à la génération future, ainsi que leur valorisation et leur exploitation pour le développement de l'association et du *fokontany* (DREF *et al.*, 2009). Ce contrat a été renouvelé en 2009 pour une période de dix ans et formalise aussi bien la vision, les droits et les obligations de la COBA dans la gestion de la forêt d'Anjà que la relation qui existe entre l'Etat, représenté par l'autorité déconcentrée, à savoir la Direction Régionale des Eaux et Forêts (DREF), et l'autorité décentralisée : la commune, et la population locale représentée par la COBA dans le cadre de cette gestion. Composée de 20 membres dans les débuts de ZAMITIA, la COBA AMI en compte actuellement environ 600, soit plus de la moitié des habitants du village pouvant devenir membres¹⁸.

L'existence de dynamiques spécifiques de valorisation et de préservation des ressources forestières d'Anjà

- 37 Distincte des autres forêts existant à Madagascar, la spécificité de la ressource forestière d'Anjà résulte de ces processus de coordination locale. Ces différentes étapes montrent comment les membres de l'association ZAMITIA, devenue plus tard COBA AMI, lui ont attribué une valeur patrimoniale, immatérielle et idéelle, liée à l'identité, à l'histoire et à la culture de la population. La spécificité n'est donc pas limitée à sa composante matérielle relative à ses terres arables ou à sa biodiversité. Le développement d'Anjà se base principalement sur la proposition d'un service touristique qui valorise cette spécificité et dont la pérennité de l'activité nécessite la préservation.
- 38 Tel qu'expliqué par le président de l'Association des Guides d'Anjà (ASGA) (entretien, 2017), les services touristiques proposés concernent des visites dans la réserve forestière incluant l'observation de la faune et de la flore du parc, comme dans les autres parcs de la région tel que le parc national d'Andringitra, ainsi que des lieux sacrés et des vestiges culturels laissés par les ancêtres et retraçant leur histoire, tels que les grottes, les tombeaux, les lits, ou les ustensiles de cuisine, etc.¹⁹. La promotion de cette activité repose aussi bien sur les ressources naturelles et le patrimoine culturel d'Anjà que sur sa particularité liée au fait qu'il soit géré par la population locale, regroupée dans une communauté de base (COBA)²⁰. En plus de cette activité touristique, une autre activité génératrice de revenus – génériques cette fois –, la pisciculture, est également pratiquée dans cette réserve.
- 39 Pour assurer la durabilité de la ressource forestière, des activités de réhabilitation et de préservation de la réserve sont définies lors des assemblées générales de la COBA et leur mise en œuvre est assurée par tous les membres de l'association sous le pilotage et le contrôle du bureau exécutif. Les activités de réhabilitation concernent le reboisement de la forêt avec des arbres autochtones pour garder son caractère primaire ainsi que l'entretien de la forêt, du patrimoine traditionnel, des circuits touristiques et du lac. Les activités de préservation, quant à elles, concernent la construction des pare-feu autour de la réserve ainsi que les activités de contrôle inopiné pour sanctionner et dissuader les contrevenants d'y pratiquer des activités

prohibées. L'Etat, les ONG ou les associations extérieures peuvent intervenir de manière ponctuelle, en dispensant des formations sur la pisciculture ou la construction des pare-feu par exemple, mais seulement à la demande de la COBA.

- 40 En dehors des activités de contrôle et la proposition des services touristiques qui sont rémunératrices et sont effectuées par un personnel spécialisé de la COBA, toutes les autres activités sont obligatoires et doivent être effectuées bénévolement par tous les membres, répartis dans six commissions, sous peine de sanctions²¹. La réalisation de ces activités obligatoires est favorisée par l'importance de la pression sociale au sein du village ainsi que par l'application objective de ces sanctions par le bureau de la COBA à ceux qui ne réaliseraient pas les tâches qui leur ont été confiées²².
- 41 Toutes ces activités sont régies par des *dina*, règles locales définies et mises en œuvre par la COBA pour assurer la réalisation des objectifs qu'elle a définis. A titre d'exemple, les *dina* n'autorisent que les activités touristiques comme activité génératrice de revenu dans la forêt ; elles y interdisent tout type d'activité pouvant menacer son existence ainsi que celle du patrimoine culturel villageois (coupe de bois, feu de brousse, etc.) et définissent les conditions d'accès à la forêt pour les enterrements ou la cueillette de plantes médicinales (DREF *et al.*, 2009). Généralement respectées par les membres et les non membres de la COBA – internes ou externes au *fokontany* –, les membres du comité *dina*²³ expliquent que leur effectivité est favorisée par l'adhésion de la majorité de population locale à la vision de la COBA, leur élaboration par la population locale elle-même, l'objectivité dans leur application, ainsi que par le caractère moins contraignant de ses sanctions comparé aux règles étatiques classiques qui sont appliquées par la DREF dans le cas où des contrevenants les contestaient. En effet, même si l'Etat garde son pouvoir coercitif en la matière, une intervention étatique reste très rare et n'est arrivée qu'une fois depuis le transfert de gestion lorsqu'un feu qui a été allumé par un paysan dans le village voisin a touché la forêt d'Anjà²⁴.

Un modèle « vertueux » influençant le développement de la population et la préservation de la réserve forestière d'Anjà

- 42 Depuis la requalification de la fonction de la réserve forestière d'Anjà et les modifications des dynamiques de valorisation et de préservation qu'a entraînées cette mutation, divers avantages sont ressentis par la population locale.
- 43 Au niveau environnemental, l'accroissement des surfaces boisées, qui avaient presque disparu au début des années 1990, l'amélioration des ressources en eau dans le village, notamment dans le lac où il n'était autrefois pas possible de pratiquer des activités de pisciculture, et la régénérescence de la faune et de la flore ont été notées²⁵. Alors qu'en 1990 la faune d'Anjà était composée de moins de 100 animaux, toutes espèces confondues, en 2012, « 600 individus de *lemur catta*, plus de 100 serpents (6 espèces), une dizaine d'espèces de caméléons et de lézards, 12 espèces de batraciens, 40 espèces d'oiseaux dont le *drongo migrateur*, plus de 20 espèces de plantes endémiques dont 380 variétés de plantes médicinales ont été recensées »²⁶. Au-delà de cet aspect environnemental, la préservation de la composante matérielle et immatérielle de la forêt participe également à la protection du patrimoine local : des vestiges culturels, de l'histoire et de l'identité de la population qui s'identifie comme descendant des anciens habitants de la forêt.

- 44 Au niveau socio-économique, la réserve forestière d'Anjà constitue désormais un moteur de développement du *fokontany*. En effet, en plus des revenus issus des activités agricoles, l'exploitation de la réserve constitue une source complémentaire de revenu pour près de 200 personnes travaillant dans le site (38 guides, 187 pisteurs, 30 caissiers) et participe ainsi à l'amélioration des moyens de subsistance et à l'amélioration de la sécurité dans le village. Selon un non membre de la COBA, une baisse des larcins a été constatée depuis le transfert de gestion grâce à l'amélioration des revenus de la population, alors qu'avant ceux-ci touchaient même les maniocs dans les champs car les gens souffraient de la faim.
- 45 Avec un chiffre d'affaires moyen annuel de 80 millions d'Ariary (25 000 euros), la valorisation a également permis de mener à bien plusieurs projets sociaux à Anjà tels que la construction d'un autre bâtiment à l'EPP²⁷ Anara I permettant à plusieurs centaines d'enfants d'être admis dans une école plus proche de leur lieu d'habitation²⁸, la réalisation d'une campagne annuelle de circoncision de masse de près de 60 enfants²⁹, la participation aux coûts d'hospitalisation (100 000 Ariary soit environ 30 euros) ou aux coûts liés aux rites pour l'enterrement d'un membre (200 000 Ariary soit environ 60 euros), une aide aux personnes âgées en leur achetant tous les deux ans des couvertures et en leur offrant des présents à chaque début d'année et à chaque fête de l'indépendance par exemple, la participation à la formation des jeunes et au financement du salaire des vacataires enseignant à l'EPP Anara I, etc. Par ailleurs, elle a également entraîné une dynamique de développement matérialisée par la construction d'une demi-douzaine de chambres d'hôtes, de restaurants et de plusieurs épiceries.

Conclusion

- 46 A partir d'un modèle de type territorial de la gestion des ressources naturelles, les acteurs locaux d'Anjà ont réussi à inscrire leurs pratiques et leurs dynamiques dans la mise en œuvre de la politique environnementale malgache, et ainsi combiner des objectifs de durabilité, de préservation de ses ressources naturelles et de son patrimoine culturel, avec des objectifs de développement, économiques et sociaux du *fokontany*.
- 47 La trajectoire suivie par les habitants repose sur la valorisation d'une ressource spécifique née d'une construction sociale des acteurs locaux et a consisté à requalifier la fonction agricole de la forêt d'Anjà en lui attribuant, au-delà de sa composante matérielle, une valeur immatérielle patrimoniale liée à l'identité, à l'histoire et à la culture des habitants du village. La COBA AMI propose un produit spécifique au territoire, associant à la visite de la faune et de la flore d'Anjà, qui est une ressource générique à l'échelle de Madagascar, celle d'un patrimoine spécifique, des vestiges culturels et des endroits sacrés de la réserve forestière. Ce développement permet à la forêt de devenir, une – sinon la principale – source de revenu dans le *fokontany* qui, en plus de l'aspect environnemental et identitaire qu'elle représente, favorise sa protection ; ceci garantit sa pérennité et *a fortiori* celle des activités touristiques proposées.
- 48 Les différentes activités de préservation et de réhabilitation de la forêt mises en œuvre constituent des enjeux ressentis par la population locale.

- 49 La COBA AMI, qui compte aujourd'hui plus de la moitié des habitants majeurs du village, décide et met en œuvre les activités de valorisation, de préservation et de réhabilitation de la forêt et de ses vestiges culturels. L'usage des *dina* qui doivent être respectées aussi bien par les membres que les non membres de l'association ou du *fokontany* renforce l'appropriation des règles locales.
- 50 Dans le cadre de ce processus de coordination, l'acteur public, représenté par le maire et le chef de cantonnement, exerce un rôle secondaire en assurant le contrôle et le suivi des activités, et s'assure de l'atteinte des objectifs fixés par la politique environnementale malgache.
- 51 Focalisée sur le cas d'Anjà, l'analyse met en lumière un modèle – non généralisé à l'échelle malgache – de gestion des ressources naturelles mis en œuvre par des acteurs locaux pour proposer, valoriser et préserver une ressource spécifique liée à leur identité, leur culture et leur histoire. Il étudie comment un processus de patrimonialisation d'une ressource associée à un projet de développement et un mode de coordination collectif permettent de proposer un modèle associant développement local et équilibre écologique.
- 52 Comme souligné ci-dessus, l'exemple d'Anjà n'est pas généralisé. Il serait dès lors intéressant dans de futures recherches consacrées à Madagascar d'effectuer une recherche comparative avec d'autres sites, par exemple Sakaviro, un *fokontany* voisin. En effet, ce dernier a également tenté d'activer et de valoriser son patrimoine mais sans être arrivé à ce jour à combiner développement et préservation des ressources naturelles.

BIBLIOGRAPHIE

- AKNIN A., FROGER G., GÉRONIMI V., MÉRAL P. & SCHEMBRI P. (2002), « Environnement et développement – quelques réflexions autour du concept de 'développement durable' », *Développement durable ? Doctrines, pratiques, évaluations*, Paris, IRD Editions, pp. 51-71.
- ANDRIANANJA H., RAHARINIRINA V. (2004), « Quels enjeux pour la durabilité et la gouvernance des ressources naturelles et forestières à Madagascar ? », *Mondes en développement*, Bruxelles, De Boeck, pp. 75-89.
- BALLET J., KOUAMÉKAN J.-M. K. & KOMENA K.B. (2010), « Co-management of natural resources in developing countries : The importance of context », *Économie internationale*, pp. 53-76.
- BERTRAND A., HORNING N.R. & MONTAGNE P. (2009), « Gestion communautaire ou préservation des ressources renouvelables : Histoire inachevée d'une évolution majeure de la politique environnementale à Madagascar », *Vertigo : la revue électronique en sciences de l'environnement*, <http://vertigo.revues.org/9231>, consulté le 4 février 2014.
- CAMPAGNE P., PECQUEUR B. (2014), *Le développement territorial : une réponse émergente à la mondialisation*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer.

- COLLETIS G., PECQUEUR B. (1993), « Intégration des espaces et quasi intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives ? », *Revue d'économie régionale et urbaine*, 3, Paris, Armand Colin, pp. 490-507.
- COLLETIS G., PECQUEUR B. (2005), « Révélation de ressources spécifiques et coordination située », *Économie et institutions*, 6-7, Amiens, Association Économie et Institutions, pp. 51-74.
- COMMUNE RURALE IARINTSENA (2015), *Plan communal de développement*, Ambalavao.
- DREF M.A., COBA ANJÀ MIRAY (2009), *Renouvellement du contrat de transfert de gestion des ressources renouvelables à la COBA Anjà Miray Région Matsiatra Ambony*.
- EVERS S.J., VAN DEN HAAK M., LINGNAU I., LOKHORST N. & PRONK C. (2006), « Lois nationales et pratiques locales : Conflit de compétences dans la gestion foncière à Madagascar », *Taloha Revue scientifique internationale des civilisations*, <http://www.taloha.info/document.php?id=325>, consulté le 5 mars 2017.
- FRANÇOIS H., HIRCZAK M. & SENIL N. (2006), « Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 5, Paris, Armand Colin, pp. 683-700.
- FRANÇOIS H. (2008), « Durabilité des ressources territoriales et tourisme durable : vers quelles convergences », *Géographie, économie, société*, 10, Cachan, Lavoisier, pp. 133-152.
- FROGER G., MÉRAL P. (2009), « Les temps de la politique environnementale à Madagascar : entre continuité et bifurcations », *Diversité des politiques de développement durable : temporalités et durabilités en conflit à Madagascar, au Mali et au Mexique*, Paris, Editions Karthala, pp. 45-67.
- GALIBERT D. (2009), « Mobilisation populaire et répression à Madagascar », *Politique africaine*, Editions Karthala, pp. 139-151.
- GLON E., PECQUEUR B. (2006), « Développement et territoires : une question d'environnement et de ressources territoriales », *Territoires en mouvement*, Université de Lille Sciences et Technologies, pp. 13-22.
- GUMUCHIAN H., PECQUEUR B. (2007), *La ressource territoriale*, Paris, Anthropos.
- HALPERN C., LASCOUMES P. & LE GALÈS P. (2014), *L'instrumentation de l'action publique : Controverses, résistances, effets*, Paris, Presses de Sciences Po.
- LANDEL P.-A., SENIL N. (2009), « Patrimoine et territoire, les nouvelles ressources du développement », *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, <http://developpementdurable.revues.org/7563>, consulté le 4 février 2015.
- LASCOUMES P., LE GALÈS P. (2007), *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin.
- LASCOUMES P., SIMARD L. (2011), « L'action publique au prisme de ses instruments, Introduction », *Revue française de science politique*, 61, pp. 5-22.
- LELOUP F., MOYART L. & PECQUEUR B. (2005), « La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? », *Géographie, économie, société*, 7, Cachan, Lavoisier, pp. 321-332.
- LELOUP F., MOYART L. (2014), « Mons, capitale européenne de la culture en 2015 : deux modèles de développement par la culture », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, Paris, Armand Colin, pp. 825-842.

- MAO P., HAUTOIS C. & LANGENBACH M. (2009), « Développement des sports de nature et de montagne en France : diagnostic comparé des ressources territoriales », *Géographie, économie, Société*, 11, Cachan, Lavoisier, pp. 301-313.
- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DES EAUX ET FORÊTS (2006), *Inventaire biologique de la réserve villageoise d'Anjà*, Iarintsena.
- MONTAGNE P., RAMAMONJISOA B. (2006), « Politiques forestières à Madagascar entre répression et autonomie des acteurs », *Économie rurale*, 294-295, Paris, Société française d'économie rurale pp. 9-26.
- MYERS N., MITTERMEIER R.A., MITTERMEIER C.G., DA FONSECA G.A. & KENT J. (2000), « Biodiversity hotspots for conservation priorities », *Nature*, 403, Macmillan Magazines Ltd, pp. 853-858.
- PEYRACHE-GADEAU V., PECQUEUR B. (2004), « Les ressources patrimoniales : une modalité de valorisation par les milieux innovateurs de ressources spécifiques latentes ou existantes », in CAMAGNI R., MAILLAT D. & MATTEACCIOLI A. (éd.), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, Neuchâtel, pp. 71-90.
- PEYRACHE-GADEAU V. (2007), « Natural resources, innovative milieux and the environmentally sustainable development of regions », *European Planning Studies*, 15, London, Routledge Taylor & Francis group, pp. 945-959.
- POLLINI J., HOCKLEY N., MUTTENZER F.D. & RAMAMONJISOA B.S. (2014), « The transfer of natural resource management rights to local communities », *Conservation and Environmental Management in Madagascar*, IR Scales (ed.), pp. 172-192.
- PROJET SIRSA (2006), *Atlas des données structurelles concernant la sécurité alimentaire dans la région de Haute Matsiatra*.
- PROSPERER (2012), *La contractualisation comme moyen d'aider les petits producteurs à améliorer le prix de vente de leurs produits au sein des filières maïs et manioc*, Antananarivo.
- RABENIRAINY J. (2002), « Les forces armées et les crises politiques (1972-2002) », *Politique africaine*, Editions Karthala, pp. 86-102.
- RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F. & WACHSBERGER J. (2014), « Madagascar : anatomie d'un état en crise : dossier », *Afrique Contemporaine*, Paris, pp. 13-166.
- ZAMITIA (1999), *Statut ZAMITIA*, Iarintsena.

ANNEXES

Annexe 1 : La réserve forestière d'Anjà

Photos : N. Rakotoarijaona, 2017

Annexe 2 : Le croquis du schéma d'aménagement du transfert de gestion (2001)

Croquis élaboré par la COBA AMI, le Chef de cantonnement du district d'Ambalavao et le Maire de la commune rurale Iarintsena, novembre 2001

Annexe 3 : Photos des vestiges culturels

Photos : N. Rakotoarijaona, 2017

Annexe 4 : Photo du panneau à l'entrée de la réserve

Photo : N. Rakotoarijaona, 2017

NOTES

1. Le *fokontany* constitue la plus petite unité administrative malgache. Elle est composée en moyenne de sept villages et/ou hameaux (Evers *et al.*, 2006).
2. Source : annonce candidature prix Equateur 2012, <https://vimeo.com/27627803>.
3. Nous avons logé chez l'habitant pour être en contact constant avec les acteurs locaux et avons assisté à deux réunions pour l'application des *dina* (les règles locales de gestion des ressources naturelles) à des contrevenants n'ayant pas respecté les règles de gestion du parc d'Anjà.
4. Ces entretiens ont été réalisés auprès de 34 personnes : (i) au niveau déconcentré, le chef de cantonnement représentant la direction générale des eaux et forêts au sein du district d'Ambalavao; (ii) au niveau décentralisé, le maire et le chef *fokontany*; (iii) au niveau local, le président, deux anciens présidents, les six présidents de commissions, le secrétaire et huit membres de la Communauté de Base (COBA), un guide touristique qui a été parmi les pionniers de la démarche, le président de l'Association des Guides d'Anjà (ASGA), la présidente de l'association des femmes, trois *ray-amandreny* (ainés du village) du *fokontany* et une demi-dizaine de non membres de la COBA. Un entretien a également été réalisé auprès du Directeur COFAV de l'ONG Conservation International – Madagascar.
5. Source : <http://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview>.
6. Pour approfondir, voir notamment Galibert, 2009 ; Rabenirainy, 2002 ; Razafindrakoto *et al.*, 2014.
7. A titre d'exemple, 39 % de ses oiseaux, 91 % de ses reptiles, 99 % de ses amphibiens et 100 % de ses lémuriers ne se trouvent qu'à Madagascar (Randrianarison, 2011).
8. Ces évolutions ont été influencées par les changements de paradigmes et d'approches en matière de gestion des ressources naturelles au niveau international (Andriananja *et al.*, 2004 ; Ballet *et al.*, 2010).
9. Un instrument d'action publique est un dispositif sociotechnique matérialisant une politique publique. Pour approfondir voir notamment Halpern *et al.*, 2014 ; Lascoumes *et al.*, 2011).
10. Ces 27 ha, constituant la principale ressource forestière du *fokontany*, concernent la forêt dont la gestion a été transférée à la population locale. Ce transfert de gestion sera développé *infra*.

11. L'inventaire biologique qui a été réalisé en 2006 par le Ministère de l'environnement et des eaux et forêts compte 106 espèces de faune et de flore dans la réserve forestière d'Anjà.
12. Au niveau de la commune 85 % des ménages pratiquent l'élevage et l'agriculture (PROSPERER, 2012).
13. Une photo de cette forêt est disponible en Annexe 1.
14. Madagascar connaissait un régime monarchique avant la période coloniale qui a commencé en 1896.
15. Entretiens réalisés auprès du guide touristique et de deux anciens présidents de la COBA en 2017.
16. Entretiens réalisés auprès de l'actuel et de deux anciens présidents de la COBA en mars 2017.
17. Entretiens réalisés auprès du guide touristique et d'un des anciens présidents de la COBA, 2017.
18. Le *fokontany* compte 1088 habitants majeurs pouvant être membres de la COBA (Commune rurale Iarintsena, 2015).
19. Quelques photos de ces vestiges culturels sont disponibles en Annexe 3.
20. Un panneau faisant référence à cette particularité est placé à l'entrée de la réserve. Sa photo est disponible en Annexe 4.
21. Ces sanctions peuvent aller du paiement d'une amende à l'arrêt des activités génératrices de revenu pour les guides, les caissiers ou les pisteurs (DREF *et al.*, 2009).
22. Entretiens réalisés auprès de cinq membres de la COBA en avril 2017.
23. Dans le cas de non-respect des règles liées à la gestion de la forêt d'Anjà, ce comité est chargé d'identifier et de faire appliquer les sanctions aux contrevenants.
24. Source : entretiens auprès du maire d'Iarintsena et du chef cantonnement du district d'Ambalavao, 2017.
25. Entretiens auprès du président et des anciens présidents de la COBA, du maire, du chef *fokontany* et des aînés du village en avril 2017.
26. Source : http://www.mg.undp.org/content/madagascar/fr/home/presscenter/articles/articles-2013/trim2_2013/l-association-anja-miray-primee-pour-sa-contribution-a-la-valori.html.
27. EPP : Ecole Primaire Publique.
28. Avant la construction des deux bâtiments supplémentaires de l'EPP Anara I par l'association, à cause d'un manque d'infrastructures, les enfants devaient aller étudier à Iarintsena qui se trouve à 8 km du village.
29. A Madagascar, la circoncision constitue une tradition qui marque le passage de l'homme de l'enfance à l'âge adulte.

RÉSUMÉS

Généralement, le développement s'opère trop souvent au détriment de la durabilité et de la préservation des ressources naturelles au niveau d'un territoire donné. A partir d'une perspective de développement territorial, notre article analyse le cas d'un village à Madagascar qui a pu combiner ces deux objectifs grâce à une requalification de la fonction de la réserve forestière d'Anjà en lui attribuant une valeur patrimoniale, immatérielle et idéale, liée à l'identité, à l'histoire et à la culture de la population. Ce faisant, il a permis une modification de

ses dynamiques de valorisation et de préservation. Dans ce cas, le patrimoine, comme ressource spécifique au territoire, résulte d'une construction d'acteurs ; les activités de protection et de développement sont régies par des règles élaborées, acceptées et légitimées au niveau local et ces activités font intervenir une pluralité d'acteurs ne se limitant pas aux acteurs publics.

Development occurs too often at the expense of both sustainability and the preservation of natural resources in a given territory. Drawing upon a territorial development approach, this article analyzes the case of a village in Madagascar, Anja, whose experience allows bringing these two issues together. The association of development, sustainability and preservation of natural resources, has been realized through requalification of the functions of Anja's forest reserve. This dynamic emphasizes its immaterial and ideal value, linked to the identity, the history and the culture of the local population, and is based on the modification of its valorization and preservation dynamics. The aim of this article is to show that the heritage, as a specific resource to the territory, is a social construction. It also aims at highlighting that protection and development activities are governed by norms that are elaborated, accepted and legitimized at the local level. These activities involve a plurality of actors that include both public and private actors.

INDEX

Keywords : heritage, environment, development, resources, territory, Madagascar

Mots-clés : patrimoine, environnement, développement, ressources, territoire, Madagascar

AUTEUR

NARINDRA HAJATIANA RAKOTOARIJAONA

Université catholique de Louvain (ISPOLE) et Université d'Antananarivo (EPRN),
narindra.rakotoarijaona@uclouvain-mons.be